



FO DGFIP RHONE
165 rue Garibaldi 69401 LYON Cedex 03
Tél. : 04 78 63 32 35 - Fax : 04 78 63 32 10

DRFiP du Rhône
3 rue de la Charité 69288 LYON CEDEX 02
Tél. : 04 72.40.77.12 - Fax : 04 72.40.77.13
fo.drifip69@dgifip.finances.gouv.fr

VIVE LA CRISE !

Prétextant la dégradation de la situation économique, le gouvernement tâte le terrain sur le thème de la **baisse des salaires des fonctionnaires** !

Hier lundi, alors que les vacances scolaires débutaient et que le dépouillement des élections de jeudi se terminait à peine, les médias se faisaient complaisamment l'écho d'une question qui passionne nos gouvernants : et si on baissait le salaire (et les pensions) des fonctionnaires ?

Après avoir présenté en septembre un projet de loi de finances 2012 basé sur une hypothèse de croissance farfelue (1.75%) , le gouvernement, semble découvrir que la croissance réelle –si croissance il doit y avoir- sera très inférieure. D'où un manque de recettes.

Est ainsi créée de toute pièce une situation propice à justifier un nouveau mauvais coup contre les fonctionnaires.

Comme l'an dernier avec la contre-réforme des retraites, le gouvernement cherche ainsi à rassurer les agences de notations.

Pour ce faire, il instrumentalise la crise financière qui touche à nouveau l'économie réelle pour justifier l'injustifiable. Poser la question, même en y répondant par la négative –pour l'instant- c'est déjà installer le sujet dans le débat public.

Le FMI dans une parution récente émettait le procédé : « *les pressions des marchés pourraient réussir là où les autres approches ont échoué. Lorsqu'elles font face à des conditions insoutenables, les autorités nationales saisissent souvent l'occasion pour mettre en œuvre des réformes considérées comme difficiles, comme le montrent les exemples de la Grèce et de l'Espagne* »

Après le gel de la valeur du point d'indice qui revient à baisser les salaires réels, inflation intégrée et après la hausse des taux de retenue pour pension (qui implique elle une baisse pure et simple du salaire nominal), c'est une nouvelle étape qui semble se dessiner.

La prudence extrême dans l'annonce est justifiée. Le retour de bâton serait violent, n'en doutons pas.

Le syndicalisme libre et indépendant, conforté dans son opposition à la casse du service public par les résultats dans la Fonction Publique, sera, le cas échéant, du côté des fonctionnaires pour préparer une riposte d'envergure.

Lyon, le 25 octobre 2011